

FORMULAIRE A (1)

Information déclarative relative aux cessions à titre onéreux portant sur des biens mobiliers et/ou immobiliers ruraux

Réf dossier : A 2020 00294 PC/VD - BERBAIN - PELLARD / GLACET

(2) **Mode de cession** Vente Apport en société Échange

(2) **Type de droits cédés** Pleine propriété Usufruit Nue-propriété

(2) **Type de vente** (à ne renseigner qu'en cas de vente)

Amiable Adjudication judiciaire Adjudication volontaire

Prémption (prioritaire à celle de la Safer)

(3) Rédacteur de l'acte

Etude de Maître : Philippe CADILHAC

Adresse postale du notaire où le domicile est élu : 2 rue du Corps-Franc Pommiés 65230 CASTELNAU MAGNOAC

Adresse mail du notaire: philippe.cadilhac@notaires.fr

(4) Identité des parties à l'acte :

Cédant(s) personne(s) physique(s) <input checked="" type="checkbox"/>	Cédant personne morale <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme Nom de famille (de jeune fille pour les femmes mariées): BERBAIN Nom d'usage : Mlle Nathalie Christine PELLARE Prénoms : Etienne André Pierre Date de naissance : Mr 13/11/1971 - Mme 20/08/1967 Lieu de naissance : Mr et Mme : BOURGES Nationalité : française Domicile : OSMETS (65350), 20 chemin de Labascure Profession : Mr : Militaire - Mme Secrétaire Médicale	Dénomination sociale : Forme juridique : Numéro d'identification au RCS : Adresse du siège social : Personne représentant la société (si personne morale indiquer l'identité de son représentant) : Nom : Prénoms :
Lien entre les cédants: <input type="checkbox"/> Cédant unique <input type="checkbox"/> Communauté conjugale <input checked="" type="checkbox"/> Coindivisaires <input type="checkbox"/> Usufruitier (s)/nu-propriétaire(s) sur un même ensemble de biens	

Cessionnaire(s) personne(s) physique(s) <input checked="" type="checkbox"/>	Cessionnaire personne morale <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme Nom de famille (de jeune fille pour les femmes mariées): GLACET Nom d'usage : Prénoms : Guillaume Paul Date de naissance : 11/07/1973 Lieu de naissance : LILLE Nationalité : française Domicile : GAUSSAN (65670), 12 chemin du Village Profession : Technicien	Dénomination sociale : Forme juridique : Numéro d'identification au RCS : Adresse du siège social : Personne représentant la société (si personne morale indiquer l'identité de son représentant) : Nom : Prénoms :
Lien entre les cessionnaires: <input checked="" type="checkbox"/> Cessionnaire unique <input type="checkbox"/> Communauté conjugale <input type="checkbox"/> Coindivisaires <input type="checkbox"/> Usufruitier (s)/nu-propriétaire(s) sur un même ensemble de biens	

FORMULAIRE A (1)

Information déclarative relative aux cessions à titre onéreux portant sur des biens mobiliers et/ou immobiliers ruraux

(5) Localisation et désignation des biens immobiliers*

Dpt	Commune	Section	N° de la parcelle	Lieu-dit	Surface			Nature (s) cadastrale (s)	Nature réelle déclarée par le vendeur (si différente du cadastre)	Nature des droits transmis (PP/NP/UF)	Mode d'occupation (libre ou occupé)	Zone d'urbanisme	Mode de production biologique	N° de la parcelle mère
					Ha	A	ca							
65	OSMETS	A	0482	20 CHE DE		15	0	SOL	SOL	PP	LIBRE	RNUS	RAS	RAS
Total						15	00							

* en cas de pluralité de parcelles, reprendre le tableau, le compléter et l'annexer.

En cas d'adjudication ou d'offre préalable avant adjudication, nombre de lots et valeur des lots :

--	--

(6) Situation locative :

Bail rural en cours : Ecrit Verbal

Nom et domicile du fermier :

Date d'effet et durée du bail

Résiliation ou promesse de résiliation à compter du

Autre nature d'occupation (préciser la nature / Exemple : bail d'habitation, prêt à usage, etc.) :

(7) Présence de bâtiments OUI NON

Type de bâtiment	
<input type="checkbox"/>	Bâtiment d'exploitation (y compris serres, hangar isolé,...)
<input type="checkbox"/>	Bâtiment d'habitation dépendant d'une exploitation agricole
<input type="checkbox"/>	Bâtiment à usage actuellement non agricole ayant été utilisé pour l'exercice d'une activité agricole au cours des 5 dernières années et situé dans une zone éligible à la vocation agricole
<input checked="" type="checkbox"/>	Autres bâtiments
Désignation des bâtiments : MAISON D'HABITATION RECENTE N'AYANT JAMAIS EUT DE VOCATION AGRICOLE	

(8) Identification et description des biens mobiliers:

Droits à paiement de base :

- Surface admissible vendue :
- DPB: Nombre : Valeur faciale :

Descriptif et évaluation (si possible) des autres biens mobiliers attachés aux biens immobiliers :

FORMULAIRE A (1)

Information déclarative relative aux cessions à titre onéreux portant sur des biens mobiliers et/ou immobiliers ruraux

(9) Prix principal des biens immobiliers :

Montant principal en lettres :

DEUX CENT CINQ MILLE EUROS

en chiffres

205.000,00 euros

Si TVA en sus du prix, préciser le montant :

Ventilation facultative entre les différentes catégories de biens :

Oui, joindre détail de la ventilation

Non

Modalités de paiement : Comptant à la signature de l'acte Viager A terme

(10) Charges supportées par l'acquéreur (TVA comprise) :

Frais de négociation :

Commission d'agence : 10.000,00 euros à charge du vendeur Autres (géomètre, etc.) :

Moment du transfert de propriété : date de signature de l'acte Autres

Date et conditions d'entrée en jouissance : date de signature de l'acte Autres

(11) Echéance de l'usufruit en cas de cession de la nue-propriété :

Usufruit viager

Usufruit temporaire

Dans ce dernier cas indiquer la date d'échéance de l'usufruit :

Durée de l'usufruit

En cas d'aménagement des pouvoirs et des charges des usufruitier(s) et nu-propriétaire(s), les décrire :

(12) Droit(s) primant celui de la Safer (ce bloc permet d'identifier uniquement les détenteurs de droits de préemption prioritaires à celui de la SAFER)

Nom, qualité et domicile du bénéficiaire :

A renseigner s'il n'y a pas identité entre l'acquéreur notifié et le bénéficiaire d'un droit prioritaire listé ci-après.

Nature du droit prioritaire :

A renseigner si le préempteur prioritaire est susceptible d'exercer son droit ou s'il y a renoncé dans le cadre de la présente notification. Préciser les biens concernés par l'exercice du droit prioritaire.

Libellé	Base légale	A-t-il renoncé ?
<input type="checkbox"/> Attribution préférentielle du cohéritier telle que prévue à l'article 832-1C.Civ	Art. L.143-6 CRPM	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Droit de préemption du preneur en place (exploitant depuis plus de 3 ans)	Art. L.143-6 et L.412-5 CRPM	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Personne morale de droit public :		
<input type="checkbox"/> Droit de préemption en zone ENS (Espaces Naturels Sensibles)	Art. L.143-6 CRPM et L.142-3 C.urb.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Droit de préemption urbain	Art. L.143-6 CRPM et art. L.211-1 C.urb.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Droit de préemption du Conservatoire du Littoral (CELRL)	Art. L.143-6 CRPM et art. L.142-1 C.urb.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Droit de préemption sur les PAEN en zone de préemption ENS	Art. L.143-6 CRPM et L.143-3 C.urb.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Droit de préemption dans les ZAD (zones d'aménagement différé)	Art. L.143-6 CRPM et L.212-1 C.urb.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Droit de préemption de l'Etat sur les biens forestiers	Art. L.143-6 CRPM et art. L.331-23 C.for.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Droit de préemption de la commune sur les biens forestiers	Art. L.143-6 CRPM et art. L.331-22 C.for.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

FORMULAIRE A (1)**Information déclarative relative aux cessions à titre onéreux portant sur des biens mobiliers et/ou immobiliers ruraux****(13) Exemptions invoquées au droit de préemption de la Safer**

Veillez cocher le ou les cas d'exemptions invoqué(s) et joindre les justificatifs correspondants

Exemptions tenant à la nature de l'acte		
<input type="checkbox"/>	Apport fait à un GFA ou GFR familial (jusqu'au 4 ^{ème} degré inclus)	Art. L.322-8 CRPM
<input type="checkbox"/>	Apport réalisé par un propriétaire exploitant à un GFA ou GFR	Art. L.322-8 CRPM
<input type="checkbox"/>	Échanges ou cessions amiables d'immeubles ruraux en application de l'article L.124-1 CRPM	Art. L.143-4, 1° CRPM
<input type="checkbox"/>	Vente en viager (rente servie pour totalité ou pour l'essentiel sous forme de prestations de services personnels)	Art. L.143-4, 2° CRPM
<input type="checkbox"/>	Plan de cession totale ou partielle d'entreprise en redressement judiciaire	Art. L.143-4, 7° CRPM
<input type="checkbox"/>	Plan de cession totale d'entreprise en liquidation judiciaire	Art. L.143-4, 7° CRPM
Exemptions tenant à la qualité de l'acquéreur		
<input type="checkbox"/>	Cohéritiers, parents, alliés jusqu'au 4 ^{ème} degré inclus ou indivisaires	Art. L.143-4, 3° CRPM
<input type="checkbox"/>	Salariés agricoles, aides familiaux, associés exploitants	Art. L.143-4,4°,a) et R.143-3 CRPM
<input type="checkbox"/>	Fermiers ou métayers évincés	Art. L.143-4,4°,b) et R.143-3 CRPM
<input type="checkbox"/>	Agriculteur à titre principal exproprié	Art. L.143-4,4°,a) et R.143-3 CRPM
<input type="checkbox"/>	Personne publique ayant exercé son droit de préemption prioritaire sur le bien vendu	Art. L.143-6 CRPM
<input type="checkbox"/>	Preneur en place exploitant depuis au moins 3 ans et non propriétaire de plus de 3 fois le seuil mentionné à l'article L.312-1 CRPM.	Art. L.143-6 et L.412-5 CRPM
<input type="checkbox"/>	Reconstitution de la pleine propriété (cession de la nue-propriété à l'usufruitier et vice versa)	Art. L.143-4, 8° CRPM
Exemptions tenant à la nature ou destination du bien		
<input type="checkbox"/>	Bien(s) loué(s) par bail rural cessible en dehors du cadre familial, conclu depuis au moins trois ans	Art. L.418-1, al.4° CRPM
<input type="checkbox"/>	Jardins familiaux (sauf cas prévu à l'article L.562-1 CRPM)	Art. L.143-4, 5° b) et R.143-3 CRPM
<input type="checkbox"/>	Construction	Art. L.143-4, 5° a) et R.143-3 CRPM
<input type="checkbox"/>	Aménagement industriel	Art. L.143-4, 5° a) et R.143-3 CRPM
<input type="checkbox"/>	Extraction de substances minérales	Art. L.143-4, 5° a) et R.143-3 CRPM
<input type="checkbox"/>	Surfaces classées en nature de bois et forêt au cadastre (sauf cas a), b), c) et d) du L.143-4, 6° du CRPM)	Art. L.143-4, 6°
<input type="checkbox"/>	Terrain de superficie inférieure au seuil défini par le décret attributif du droit de préemption de la Safer.	Art. L.143-7 et R.143-1 CRPM

(14) Observations et renseignements complémentaires (Baux de chasse, contrats forestiers, contrats environnementaux, conditions financières particulières, indivisions, engagements coopératifs, conditions suspensives, etc.)

FORMULAIRE A (1)

Information déclarative relative aux cessions à titre onéreux portant sur des biens mobiliers et/ou immobiliers ruraux

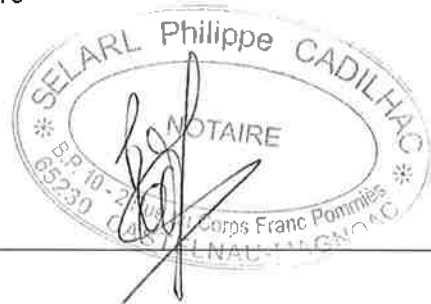
A CASTELNAU-MAGNOAC Le 11 décembre 2020

(15) Réponse rapide souhaitée

OUI

NON

(16) Signature et cachet du notaire



Cadre réservé au traitement par la Safer

NOTIFICATION conforme aux dispositions de l'article R.141-2-1 du code rural et de la pêche maritime.

OUI

NON

Signature SAFER

Date et cachet :

DESTINATAIRE

SAFER OCCITANIE
5 rue des Agnoulbeurs
011 ALBI Cedex



Numéro de l'envoi : 1A 180 107 0897 7



RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

GILACET Guillaume

EXPÉDITEUR

SELARL Philippe CADILHAC
Notaire
B.P. 10
2 Rue du Corps Franc Pomiès
65230 CASTELNAU-MAGNOAC

Avantages du service suivi :
Vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.

Service d'accès direct à l'information de distribution :
SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 6 20 80 (TTC + prix d'un SMS).

Internet : www.laposte.fr (consultation gratuite hors coût de connexion).

Téléphone :
Pour les particuliers, composer le 3631 (numéro non surtaxé, valable du lundi au vendredi de 8h30 à 19h et le samedi de 8h30 à 13h).
Pour les professionnels, composer le 3634 (0,3% de CMI/mi. de 8h30 à 19h, hors ligne fixe).
Service client au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h30 à 13h.



Date : _____ Prix : _____
Niveau de garantie : 16 € 153 € 459 €

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.

Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de poste. Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de poste ou sur le site www.laposte.fr.

Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr.

SEPR2 V2A - PTC-6A - 201064Z/02 - 03/20



PREUVE DE DÉPÔT
À CONSERVER PAR LE CLIENT

En provenance de :

~~SAFER OCCITANIE
96 rue des Agnoulbeurs
31011 ALBI Cedex~~



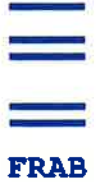
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
AR 1A 180 107 0897 7

Numéro de l'AR :



GILACET Guillaume

Renvoyer à



Présenté / Avisé le : 14 / 12 / 2010
Distribué le : _____

Je soussigné(e) déclare être

- Le destinataire
- Le mandataire

Signature
(à compléter par le destinataire ou le mandataire)

- CNI / permis de conduire
- Autre :

Signature facteur *

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

SELARL Philippe CADILHAC
Notaire
B.P. 10
2 Rue du Corps Franc Pomiès
65230 CASTELNAU-MAGNOAC